

LUTTE OUVRIERE

LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
POUR L'INDEPENDANCE DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA
MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

EDITORIAL

Pages

- GUADELOUPE : LA GREVE DES COUPEURS ET DES
PETITS PLANTEURS CONTINUE

1

ALGERIE : NATIONALISATION AU RABAIS

3

ANTILLES

- LA GREVE DU 10 FEVRIER AUX D.O.M.
- MARTINIQUE : LA REPRESSION S'INTENSIFIE
- MANIFESTATION ANTILLAISE A PARIS
- HAITI : DUVALIER BAT UN RECORD
- LES ELECTIONS MUNICIPALES

5

6

7

8

9

LA COMMUNE

12

SITUATION INTERNATIONALE

- SOLIDARITE AVEC LES REVOLUTIONNAIRES TCHEQUES
- L'EXTENSION DE LA GUERRE AU LAOS
- AFRIQUE : APRES DIX ANS D'INDEPENDANCE

14

16

18

ÉDITORIAL

EN GUADELOUPE

LA GRÈVE DES COUPEURS ET DES PETITS PLANTEURS

CONTINUE

La grève des planteurs et des coupeurs de canne à la Guadeloupe entre dans sa septième semaine. Et pourtant les menaces et les manœuvres des usiniers et de leurs représentants (le préfet et les forces de répression) ne manquent pas. C'est ainsi que le préfet devait déclarer le 15 février que l'ordre de coupe sera donné pour la dernière fois le mercredi 17 février au matin. Et que si cet ordre n'était pas suivi, les usines fermentaient le lendemain jeudi 18 février, et licencièrent tous les ouvriers. Les coupeurs et les petits planteurs ne se sont pas laissé impressionner par la déclaration du préfet. Et la grève continue.

Après les mesures d'intimidation des forces de répression avaient également échoué. Des travailleurs sont arrêtés puis relâchés.

Partout en Guadeloupe les carions de C.R.S., de gendarmes armés quadrillent les champs de canne. On les voit aussi bien dans la région des Abymes, et de Morne-à-l'Eau que devant l'usine de Blanchet, mais c'est surtout dans la région de St Rose et Lamentin qu'ils sont particulièrement nombreux.

Ils sont là pour combattre la grève des ouvriers agricoles, pour empêcher par la force toute manifestation ou toute tentative de regroupement des travailleurs mécontents. C'est le préfet lui-même qui a fait appel à ses troupes colonialistes pour garantir ce

qu'il appelle "La liberté du travail" . Et cette liberté du travail c'est pour lui la présence de centaines de mercenaires armés surveillant des chômeurs, des malheureux de Capesterre ou des Grands-fonds transportés dans la région de Bonne-Mère, à la demande du préfet et à qui on offre 50,00F pour la journée de travail, alors qu'on refuse 27,06F aux grévistes

Cela rappelle les plus cruelles époques du colonialisme en Algérie et en Afrique noire . Pendant trois semaines la grève a été totale . Actuellement il semble que le travail ait repris à certains endroits, mais les travailleurs de la région du Lamontin, groupés autour de L' U.T.A. (L' Union des Travailleurs Agricoles) sont toujours en grève.

Ils se battent pour obtenir :

- 27,00F pour la journée travail (au lieu de 20,10F proposés par les usiniers)

- 80,00F pour la tonne de canne

- La suppression du paiement de la canne à la richesse saccharine (les deux dernières revendications intéressant les petits planteurs) .

En tout cas, un fait est certain, c'est que la combativité des travailleurs est grande . On le voit bien car pour peu qu'un syndicat soit un tant soit peu combatif, il est largement suivi par les travailleurs . L'U.T.A. et l'U.I.S.G., dont pourtant les prises de position ne sont pas dépourvues de quelque démagogie , ont pu ainsi jouer un rôle important dans le déclenchement de la grève

Les usiniers et les planteurs qui avaient l'habitude de disposer à leur guise des travailleurs et des petits planteurs, et qui avaient déjà l'assurance des directions syndicales C.G.T.G. (C.G.T. Guadeloupéenne) et C.F.D.T. que cette année encore les profits seraient énormes sont en train d'éprouver la combativité des travailleurs . Et la grève des coupeurs et des petits planteurs, qu'elle soit victorieuse ou non, aura du moins appris à ces derniers que la lutte à mener est dure et qu'il faudra se préparer en conséquence .

ALGÉRIE :

NATIONALISATION AU RABAIS

En déclarant que "la révolution devait entrer dans le secteur pétrolier", le chef de l'Etat Algérien Houari Boumédiène annonça le 24 février dernier une série de décisions concernant le pétrole saharien. Ces décisions impliquent pour l'essentiel que l'Etat Algérien prend le contrôle des compagnies pétrolières françaises en élevant la participation algérienne dans le capital de ces sociétés à 51 %.

La déclaration de Boumédiène a déclenché en France les criail-leries de ceux qui ne se sont pas encore habitués à l'idée que l'Algérie n'est plus une colonie française. Et de déplorer ou de dénoncer le manque de reconnaissance de l'Algérie.

Mais de quoi donc l'Algérie devrait être reconnaissante à la bourgeoisie française ? Du million de morts pendant la guerre peut-être ? Ou du siècle d'exploitation pendant lequel les bourgeois français avaient édifié des fortunes grâce à la sueur des travailleurs algériens ?

Les mêmes s'évertuent à réclamer à qui mieux mieux des représailles, notamment au détriment des travailleurs ressortissants d'Algérie. Certains exigent même le départ de ces travailleurs en guise de représailles ; comme si c'était par pure charité que les patrons français faisaient appel au travail des 600 000 ouvriers algériens, employés généralement dans les secteurs les plus malpropres et les plus dangereux, de l'industrie. Cela frôle le ridicule, mais rien que cette façon de vouloir se servir des ressortissants algériens comme moyen de chantage à l'égard du gouvernement d'Alger est bien digne de ces gens là.

Que l'Algérie puisse disposer des ressources de son sous-sol est bien la moindre des choses. L'indépendance politique est fonction de l'indépendance économique et celle-ci est nécessairement limitée tant que des sociétés françaises règnent en maîtres sur une des ressources principales de l'Algérie. Le fait de contrôler 51 % des actions des sociétés permettra à l'Etat Algérien de limiter les prérogatives de ces sociétés et en particulier il sera possible de les obliger à investir une partie plus importante de leurs bénéfices en Algérie même au lieu de les rapatrier en France. Que le gouvernement Algérien s'efforce d'y parvenir n'a d'ailleurs rien de nouveau.

À vrai dire, ni le gouvernement français, ni les sociétés pétrolières concernées ne prennent les choses particulièrement au tragique quelles qu' soient les criailleries de quelques serviteurs attardés ou hypocrites de la bourgeoisie française. Non seulement ils ne sont guère pris au dépourvu, mais surtout, ils ne perdent pas grand chose dans l'affaire. Car si l'on enlève toute envolée rhétorique et toute formulation radicale au discours de M. Boumédiène, la portée des mesures apparaît singulièrement limitée.

Le chef de l'Etat a en effet pris soin d'annoncer dès l'abord "l'indemnisation des sociétés que nous avons nationalisées aujourd'hui". Autrement dit, le gouvernement Algérien se contentera de racheter les actions des sociétés françaises. Autrement dit encore, le peuple Algérien payera une deuxième fois pour que le gouvernement puisse disposer de ce qui fut édifié sur son propre sol, en grande partie par son propre travail.

À quel point une telle "nationalisation" n'effraie pas les sociétés françaises, la preuve en est qu'une des sociétés concernées, "nationalisée" à 51%, vient de déclarer qu'elle préfère l'être à 100%.

Cette nationalisation au rabais permettra peut-être à Boumédiène de redorer son blason auprès de la population qui y verra, malgré tout, une sorte de revanche sur les humiliations du passé, une affirmation nouvelle de l'indépendance et de la souveraineté de l'Algérie.

Mais même l'expropriation totale et sans indemnité des sociétés françaises ne rendrait qu'une faible fraction de ce qui fut volé sur le dos des exploités algériens, durant un siècle de présence impérialiste. De toute évidence, Boumédiène ne songe même pas aller jusque là. Son radicalisme anti-impérialiste à les limites étroites d'un dirigeant petit-bourgeois qui sait, selon l'expression des commentateurs, "prendre des risques calculés", mais qui préfère éviter d'affronter trop ostensiblement l'impérialisme. D'autant plus qu'il sait que pour pouvoir le faire, il faudrait s'appuyer sur les masses populaires autrement plus qu'il ne le fait et qu'il ne désire le faire.

Pierre-Jean CHRISTOPHE

LA GRÈVE DU 10 FEVRIER

AUX D.O.M.

Dans les trois "départements" de la Guadeloupe, la Martinique et Guyane a eu lieu le mercredi 10 Février une grève générale de 24h. C'est à l'appel de tous les syndicats des différents DOM, qu'aussi bien ouvriers, paysans que fonctionnaires ont cessé le travail simultanément.

Leurs revendications essentielles étaient les suivantes :

- changement politique aux Antilles et en Guyane
- travail pour tous
- 65 F la tonne de canne et suppression du paiement à la richesse saccharine.
- SMIC au même niveau que celui de la métropole.

Bien qu'officiellement l'initiative de ce mouvement appartint aux syndicats, c'est une bien timide propagande qu'ils firent pour en avertir les travailleurs : en fait, beaucoup parmi ceux-ci ignoraient, la veille encore, qu'une grève allait avoir lieu; trop peu d'affiches avaient été collées, trop peu de tracts distribués.

Malgré cette insuffisance, la grève eut un très grand succès dans les trois départements : 70 à 80% en moyenne, et près de 100% dans certains secteurs (ainsi en Guadeloupe l'enseignement, les transports, les employés communaux etc...).

A Fort-de-France, un défilé eut même lieu, qui regroupa un nombre important de travailleurs. De telles choses, organisation d'une grève générale par les syndicats, défilés, sont des faits assez rares pour être signalés, et ce n'est pas le P.C.A. qui nous contraindra, puisqu'il avoue lui-même dans son organe, Justice : "ils étaient nombreux ceux qui, avec une vive émotion, déclaraient qu'ils n'avaient jamais fait grève, voire défilé dans la rue en criant leur indignation". Ceci en dit long sur le travail effectué jusqu'à nouvel ordre par le "parti de la classe ouvrière"

Comment expliquer un tel zèle, alors qu'en Guadeloupe par exemple, après la boucherie de Mai 1967, aucun mot d'ordre de grève n'avait été lancé ? On ne peut s'empêcher de penser que la proximité des élections municipales y est pour quelque chose. Cependant, il faut constater avec satisfaction que pour la première fois les trois départements ont agi ensemble, de façon coordonnée. Certes, les revendications des travailleurs sont en fait assez modestes, et les moyens mis en oeuvre pour les imposer ne le sont pas moins : ce n'est pas avec de semblables petites grèves que le gouvernement et les usiniers céderont; les travailleurs, qui ont fait montre d'une grande combativité devront encore organiser d'autres luttes, faire d'autres manifestations pour obtenir satisfaction.

MARTINIQUE

LA REPRESSION

S'INTENSIFIE

Depuis quelques mois, les travailleurs, les jeunes, toutes les victimes de la situation coloniale aux Antilles font preuve d'une combativité incontestable. En Guadeloupe, en Martinique, rares sont les catégories de travailleurs, d'employés qui n'ont pas manifesté leur mécontentement ces temps derniers.

C'est ainsi que depuis le vendredi 4 Février, les ouvriers du bâtiment de la Martinique sont en grève. Ils réclament 4,22 F. de l'heure. La plupart des chantiers du pays sont stoppés.

De leur côté, les chauffeurs de la T.U.M.A. sont eux aussi en grève depuis le 10 Février, pour réclamer une augmentation de salaire.

Une grève de 8 h des ouvriers de la S.P.D.E.M. était prévue pour les 18 et 19 Février.

Tout cela n'a pas l'air de plaire au préfet, et il réagit donc en bon représentant des capitalistes. Les derniers événements survenus le 12 Février en Martinique sont là pour le prouver. Ce jour là, les ouvriers du bâtiment, pour soutenir leurs revendications, manifestèrent devant les bureaux de la direction du Travail à Fort-de-France où siégeait la commission paritaire du bâtiment.

Près de 300 grévistes étaient massés dehors clamant leurs revendications : Nos 4,22 F. Les policiers qui montaient la garde sont vite remplacés par des gendarmes. Un groupe de jeunes est arrivé quelques instants plus tard scandant "A bas les flics". Les gendarmes commencèrent alors à matraquer. Deux manifestants sont arrêtés mais un d'entre eux réussit à s'enfuir.

Le soir vers 22 h, un groupe de jeunes se présente devant la gendarmerie pour réclamer la libération de leur camarade ouvrier arrêté. C'est

alors que commencent de nouvelles violences policières. A 20 H un meeting est organisé à Terre Sainville (place Abbé Grégoire). Les gendarmes interviennent à nouveau : lancement de grenades, ratissage vont durer jusqu'à 22h30 grâce aux gardes mobiles transportés de Guadeloupe durant la journée.

Une fois de plus, comme ça été le cas en Guadeloupe en Mars 1967, à Basse-Terre, puis en Mai 1967 à Pointe-à-Pitre, le préfet et l'administration coloniale répondent aux revendications des travailleurs Martiniquais par la mitraille et la matraque.

C'est qu'ils sont, contrairement à leurs déclarations, les défenseurs des intérêts des grosses sociétés qui Guadeloupe comme en Martinique, font su cr sang et eau aux travailleurs, pour des salaires dérisoires. Mais les travailleurs ne sont pas prêts à se plier à la volonté des exploiters. Leur combativité est là pour le montrer.

MANIFESTATION ANTILLAISE A PARIS

Le Samedi 13 Février, l'AGEM, l'AGEG, l'UEG et l'AGTAG organisaient une manifestation à Paris, pour soutenir la grève des coupeurs de cannes en Guadeloupe, pour protester contre la répression en Martinique à l'occasion de la venue de Pelé, et d'une manière générale en solidarité avec les différents mouvements revendicatifs aux Antilles comme en Guyane.

La manifestation était originellement prévue à Belleville, mais d'imposantes forces de police étaient déjà en place, bloquant les accès du quartier. Aussi les gens furent-ils dirigés successivement sur Barbès, puis Anvers, ce qui eut au moins l'avantage d'éviter la présence peu engageante des sbires de Marcellin.

Environ deux cents personnes se regroupèrent donc à la station Anvers, et remontèrent vers le Sacré-Coeur en scandant les slogans réclamant l'Indépendance des Antilles. Après un itinéraire quelque peu improvisé, le cortège se dispersa devant le siège du P.C.F., sans que la police n'intervienne.

HAÏTÌ:

DUVALIER BAT UN RECORD

A HAÏTÌ, île voisine de la Guadeloupe et de la Martinique, la population compte parmi les plus misérables du globe

A la pauvreté causée par le sous développement et le pillage de l'imperialisme Américain s'ajoute la tyrannie meurtrière et démente du dictateur DUVALIER. Celui-ci, despote cruel, lâche et superstitieux fait abattre un grand nombre d'hommes de peur que ceux-ci lui prennent le pouvoir, mais même les chiens, parce qu'il croit que ses adversaires peuvent se métamorphoser en chiens pour lui nuire (pauvre DUVALIER!)

Comme un vulgaire chef de gang, DUVALIER, aidé de ses tontons macoutes, rafle périodiquement les quelques dollars des commerçants du pays pour les mettre à l'abri en Suisse

Le mois dernier il a ajouté un exploit de taille à son catalogue ; il a organisé un référendum pour faire ratifier sa décision de prendre son fils pour successeur (car après tout le métier de dictateur est un métier dangereux, il faut s'assurer contre les risques)

Les résultats du référendum sont stupéfiants :

-Pour : 2.391.916 voix

-Contre : 0

Le monde ne manque pas de fraudeurs et de démagogues. Certains ont pu se faire plébisciter à 90%, à 95%, parfois même à 98% Mais, lui DUVALIER, s'octroie royalement 100% des voix !

Au moins il est sûr d'être indépassable !

LES' ELE('TIONS'

MUNICI('IPALES'

COMMENT AGISSENT LE S RÉVOLUTIONNAIRES

Voici revenu avec la période électorale le temps des habituels faisours de promesses.

Ils sont en substance, de deux sortes.

Il y a d'une part les habituels faisours de promesses Gaullistes et d'autres "socialistes" à la Rinaldo, ardents défenseurs du système départementaliste. Ces gens-là sont les représentants directs des usiniers, des grandes sociétés métropolitaines, des grands planteurs et de l'administration.

Ils sont de ceux qui promettent à chaque élection que demain, on raserà gratis. Puis, une fois élus, la grande et la complaisance gouvernementale aidant, ils s'empressent de servir les intérêts de leurs maîtres : les riches et l'Etat des riches. Non seulement leur activité municipale ne peut en rien alléger le poids qui pèse sur la majorité exploitée, opprimée des Antilles, elle contribue au contraire à l'aggraver.

Ceux qui appartiennent à la deuxième catégorie des faiseurs de promesses sont sans doute préférables aux premiers; leur action est néanmoins néfaste, car elle contribue à semer des illusions, à endormir les masses travailleuses sur les possibilités réelles d'améliorer leur sort dans le seul cadre des municipalités, même bien gérées.

Il s'agit du cas particulier de Césaire, à Fort-de-France, et surtout des listes présentées ou soutenues par le PCG ou le PCM. Ceux là tentent parfois, il est vrai, de dépasser le cadre étiqué de la municipalité pour dénoncer, au delà de cette dernière, le pouvoir central. Mais ces critiques tournent court très rapidement, car en fin de compte, elles visent seulement à démontrer que c'est essentiellement le gouvernement réactionnaire de l'U.D.R. qui est en cause, et qu'en le remplaçant par l'union de la gauche, les choses pourraient être radicalement changées. Partout, les gouvernements passent, mais le règne de l'argent demeure, comme demeure la richesse de quelques grandes sociétés d'un côté, et de l'autre la pauvreté, la misère des travailleurs qui constituent la majorité de la population des Antilles.

C'est précisément au nom et dans l'intérêt des couches les plus pauvres et les plus exploitées de la population, que les révolutionnaires doivent intervenir dans les affrontements électoraux, quand ils peuvent le faire. En faisant en sorte que puissent faire entendre leur voix ceux qu'on oublie dans les promesses (et même lorsqu'on ne les oublie pas pendant les élections, on s'empresse de le faire dès le lendemain).

La première chose que diraient les révolutionnaires, c'est qu'un conseil municipal, fût-il dirigé par les meilleurs des militants, ne peut faire que bien peu de choses pour améliorer le sort des travailleurs et ne peut en tout cas changer radicalement la source de tous les maux, à savoir l'ordre social existant : c'est à dire le chômage, la misère, l'expatriation forcée par le canal du B.U.M.I.D.O.H., conséquences de la fermeture des usines et de beaucoup d'autres entreprises. Parallèlement, les promesses d'industrialisation, de création d'emplois nouveaux restent sur le papier.

C'est cet ordre social qu'il faut changer dans son ensemble et, pour commencer, au moins à l'échelle du pays. La seule promesse que puissent faire les militants révolutionnaires qui se présentent aux suffrages des électeurs c'est que, élus ou pas, ils utiliseront tous les moyens pour lutter contre la société d'exploitation et contre toutes ses manifestations quelles qu'elles soient. En particulier, s'ils sont élus, ils s'efforceront de faire de la municipalité non point un "coin du socialisme" où tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais un point d'appui supplémentaire dans la lutte des travailleurs pour leur émancipation. Ce qui veut dire que tout travailleur en lutte contre l'exploitation trouvera auprès de la municipalité révolutionnaire toute l'aide morale et matérielle que cette dernière pourra lui fournir.

Aussi limitées que puissent être cependant les prérogatives de la municipalité, elles ne sont pas totalement inexistantes. Il y a deux façons de les utiliser : dans l'intérêt des ~~antis~~, en leur accordant des facilités de toutes sortes (appuis administratifs, dégrèvement d'impôts, subventions directes et indirectes, etc...) afin qu'ils puissent investir dans les meilleures conditions et exploiter de même. Ce que font généralement les municipalités en place.

Mais on peut aussi utiliser ces faibles prérogatives dans l'intérêt des couches les plus déshéritées, les plus exploitées. En matière de logement : en s'opposant vigoureusement à toute aliénation du domaine communal au profit des sociétés privées, en autorisant les pauvres à construire sur ces domaines, en réquisitionnant les logements inoccupés, en exerçant un contrôle sévère avec la participation des locataires tant sur les prix des logements que sur les conditions d'hygiène.

En matière de prix des produits alimentaires indispensables : en favorisant la coopération visant à produire sur place certains produits que l'on importe actuellement de France, en aidant les pêcheurs afin que ceux-ci puissent travailler dans les meilleures conditions et aux meilleurs prix, en contrôlant en tout état de cause les prix des produits alimentaires.

La municipalité imposerait au maximum les riches afin de venir en aide sous diverses formes à ceux que l'anarchie capitaliste aurait privés d'emploi, et plus particulièrement à ceux qu'une législation sociale inique prive aux Antilles des avantages qui existent en France (en matière d'allocations familiales, d'allocations de chômage etc....)

La municipalité révolutionnaire ne laisserait en dehors de ses préoccupations et de son intervention rien de ce qui concerne la vie des travailleurs, ni au lieu de travail (conditions de sécurité, d'hygiène salaires) ni en dehors.

Enfin, une municipalité révolutionnaire agirait en se soumettant dans toutes ses actions au contrôle des travailleurs de la commune, en suscitant par exemple la création de comités de travailleurs larges et représentatifs, intervenant dans les questions qui sont soumises aux délibérations du conseil municipal.

Mais surtout, ni dans leur propagande électorale, ni dans toute leur activité au sein d'un conseil municipal, au cas où ils sont élus, les révolutionnaires n'oublient l'essentiel, à savoir que leur rôle est de militer pour organiser, pour élever la conscience des travailleurs, afin de les préparer à la prise révolutionnaire du pouvoir politique, sans laquelle tous les avantages conquis deci-de-là demeureront dérisoires et à la merci des forces de la réaction bourgeoise.

NOEL CANTIUS

LA COMMUNE DE PARIS

Le 18 Mars donnera cent ans à la Commune de Paris. Pour les révolutionnaires cette Commune est un événement très important. En effet, en Mars 1871, pour la première fois au monde, les ouvriers prendront le pouvoir et l'exerceront pour leur propre compte.

A l'origine de la Commune, il y a la guerre Franco-Allemande de 1870. Après la défaite des troupes françaises à Sedan, les Allemands arrivent jusqu'aux portes de Paris, mais seuls, les ouvriers se préoccupent de leur résister. Les politiciens bourgeois, eux, préfèrent encore signer la paix, dans la crainte de voir les ouvriers armés s'emparer du pouvoir, laissé vacant par la chute du second empire. La crise qui couvait, éclate justement le jour où Thiers homme de confiance de la bourgeoisie veut faire enlever les canons des Parisiens. C'est le signal de la guerre de classe, les soldats fraternisent avec les ouvriers, et Thiers s'enfuit à Versailles avec son équipe (d'où leur nom de Versaillais) Paris reste aux mains des ouvriers qui proclament la Commune.

Deux mois plus tard, sous les coups furibonds des Versaillais revenus ^{on}/force la Commune succombera. Mais en ce court intervalle, les communards sauront montrer quelles mesures concrètes peuvent et doivent être prises en faveur des classes pauvres : remise aux ouvriers des ateliers abandonnés, réglementation du travail, lutte contre le chômage, lutte contre la hausse des prix, et mesures en faveur des vieillards et des infirmes. Mais surtout, c'est dans sa structure même, dans son fonctionnement quotidien que la Commune s'est manifestée comme état ouvrier. Les divers gouvernements bourgeois offrent en général une apparence de démocratie en instituant des parlements, mais ces assemblées n'ont en réalité aucun pouvoir et les décisions sont prises ailleurs secrètement.

La Commune au contraire fut une assemblée dotée d'un réel pouvoir et délibérant publiquement. Devant elle les juges, les fonctionnaires pouvaient à tout moment être appelés à rendre des comptes. La Commune supprima également la police permanente et l'armée permanente dont le rôle était de maintenir les ouvriers en sujétion, elle les remplaça par le peuple en armes, instrument de défense des classes pauvres.

Mais les communards commirent deux graves erreurs : d'abord ne voulurent pas toucher à l'or de la Banque de France, pourtant, cet argent fruit de leur sueur était bien à eux, et aurait pu leur rendre de grands services. Ensuite, et ceci était plus grave : ils ne profitèrent pas du moment où l'ennemi était encore faible pour l'abattre. En Mars, les Versaillais n'avaient pas d'armée puisque leurs troupes étaient prisonnières des Allemands. Mais ils obtinrent assez vite de Bismarck la restitution de leurs soldats.

Les bourgeoisies même quand elles viennent de s'entre-déchirer, trouvent toujours moyen de s'entendre contre le prolétariat. La Commune, désormais en infériorité numérique et insuffisamment vigilante fut écrasée et noyée dans une mer de sang.

En général, les Communards ont manqué d'unité de vue et d'expérience politique, cette unité, cette expérience ne viennent jamais spontanément dans le prolétariat. Au contraire, elles sont le fait d'une organisation politique des ouvriers, d'un parti du prolétariat. C'est cela qui a fait défaut à la Commune. Mais on ne peut le lui reprocher, la bourgeoisie l'ayant acculé à un affrontement prématuré. Sans retomber dans ses erreurs, les révolutionnaires communistes doivent s'inspirer de ses réalisations ses projets, et saluer son courage.

G. RASSAMY

--*-*-*

SOLIDARITÉ

AVEC LES MILITANTS

REVOLUTIONNAIRES TCHEQUES

A Prague, c'est de nouveau l'ère des procès politiques. Malgré les promesses périodiquement répétées par les dirigeants, on recommence à condamner en Tchécoslovaquie pour délit d'opinion.

La première victime, un ancien journaliste à la télévision, a été condamné à deux ans de prison pour l'unique motif d'avoir écrit un texte hostile à l'invasion de la Tchécoslovaquie ; texte qui ne fut ni publié, ni même lu en dehors d'une demi-douzaine d'amis.

A peine terminée la parodie de procès qui a abouti à cette condamnation, la "justice" de Husak et Cie se prépare à une autre. Cette fois, ce sont 19 militants du Parti Révolutionnaire Socialiste de Tchécoslovaquie qui seront sur le banc des accusés. Ils avaient commis le crime, impardonnable dans un pays qui se prétend socialiste, d'avoir mené une propagande révolutionnaire et socialiste.

Ils risquent de lourdes peines "pour complot trotskyste". Ce complot consiste à avoir affirmé dans leur programme leur détermination à "supprimer la bureaucratie comme couche sociale", leur volonté de combattre pour la disparition de l'inégalité sociale et pour que le "peuple travailleur prenne le pouvoir".

Les dirigeants tchèques n'ont aucun fait précis à leur reprocher. Mais on peut faire confiance à la police : elle a une longue expérience de provocations, de fabrication de fausses preuves en tout genre. Et au besoin, on se passera de preuves, mêmes fausses. L'essentiel, c'est que cette poignée de jeunes soient condamnés.

Car les dirigeants tchèques et leurs commanditaires de la bureaucratie russe ont peur. Non pas de ces quelques jeunes, peut-être. Mais en tout cas, de leurs idées. Et finalement, ils n'ont pas tort d'avoir peur.

Le prolétariat des Démocraties Populaires a été certainement parmi les plus combatifs au cours du quart de siècle écoulé. Peu de régions du monde ont connu autant de mouvements de protestation violents, de grèves insurrectionnelles, de révoltes et de soulèvements armés où la classe ouvrière ait joué un rôle aussi important. Les puissants sursauts du prolétariat ont cependant échoué faute de perspectives politiques claires, faute de direction communiste révolutionnaire.

Les bureaucrates ont parfaitement raison de craindre que ce mouvement ouvrier et les idées révolutionnaires se rencontrent ; que se construise un parti révolutionnaire prolétarien dans ces pays. Il leur est indispensable, vital d'empêcher toute tentative faite dans ce sens. D'où leur acharnement contre tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à une telle tentative.

Et c'est précisément pourquoi il est doublement du devoir de tout révolutionnaire de témoigner sa solidarité à l'égard des 19 inculpés. Car ils ne sont pas seulement les victimes du régime policier des émules de Novotny et de Staline, ils sont aussi des camarades de combat.

MARIANE TIBUS

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

Après Le cambodge L'impérialisme US porte La guerre au Laos

Les mensonges grossiers et l'optimisme de commande de Nixon et Cie ne trompent personne : les troupes des fantoches de Saïgon s'enlisent chaque jour davantage au Laos. Non seulement la piste Ho Chi-Minh n'a pas été coupée, mais les régiments Sud-Vietnamiens ont toutes les peines du monde à tenir la région qu'ils avaient envahie. S'ils peuvent le faire cependant tant bien que mal, c'est de toute évidence grâce à la couverture aérienne et au soutien d'artillerie de l'armée américaine elle-même. Sans l'armée américaine, sans son intervention directe, sans sa direction et son encadrement, les velléités guerrières de Thieu et de Ky feraient long feu.

La fameuse "vietnamisation" de la guerre, promue au rang de doctrine officielle par Nixon, se traduit effectivement - selon l'expression désormais tristement célèbre - par le changement de la couleur des cadavres. Mais la guerre, celle qui maintenant s'étend sur l'ensemble de la péninsule, reste toujours la même : la guerre de l'impérialisme américain contre tous les peuples d'Indochine.

Une guerre qui non seulement se mène dans l'intérêt des U.S.A., mais qui ne pourrait pas se mener sans la présence des troupes américaines.

Dans son message au congrès, Nixon a eu le cynisme inouï d'accuser Hanoi de la prolongation et de l'extension de la guerre. Comme si c'étaient les troupes vietnamiennes qui campaient sur les bords du Potomac et non les troupes américaines sur le sol vietnamien !

Mais outre le cynisme, coutumier dans la bouche du premier représentant de la plus grande puissance impérialiste, d'autres passages du discours de Nixon sont particulièrement inquiétants. On s'attendait évidemment à ce

qu'il justifie l'extension de la guerre au Cambodge et récemment au Laos. Mais de surcroît, il envisage froidement le prolongement de la guerre et "le maintien d'un niveau élevé de l'assistance et des opérations aériennes américaines". Autrement dit, suivant l'euphémisme d'un journal bourgeois aux nettes sympathies à l'égard des U.S.A., "le maintien pour une durée imprécise d'une force résiduelle US".

Par ailleurs, il ne s'est pas contenté de justifier l'extension de la guerre dans le passé proche ; il a par avance justifié les extensions possibles dans le futur. Les rodontades sanguinaires des dirigeants de Saïgon concernant une intervention proche contre le Vietnam du Nord gagnent là une consistance inquiétante. Lorsque Thieu déclare, comme il vient de le faire, que "la marche vers le Nord n'est plus qu'une question de temps", cela pourrait passer pour une fanfare ridicule connaissant l'ardeur guerrière et l'efficacité au combat des seules troupes Sud-vietnamiennes. Mais n'a-t-il pas exprimé tout haut ce que l'Etat Major américain prépare tout bas ?

En tout cas, les représentants au pouvoir de l'impérialisme américain prennent de moins en moins de gants pour dire qu'ils ne sont nullement pressés pour faire la paix. Ils savent bien qu'ils ne peuvent pas gagner la guerre, qu'ils ne peuvent rien contre la détermination du peuple vietnamien. Mais ils ont les moyens matériels de rester en semant la désolation et la mort partout dans la péninsule indochinoise.

Le peuple américain, dont les protestations ont marqué un arrêt depuis quelques temps, admettra-t-il longtemps l'acharnement guerrier de ceux qui le gouvernent ? C'est là une question essentielle et enfin de compte, c'est elle qui commande l'avenir.

MAX RODON

AFRIQUE PLUS DIX ANS D'INDÉPENDANCE

La visite de Pompidou en Afrique, coïncidant avec le 10ème anniversaire de l'indépendance pour la plupart de ces différents pays, n'a rien d'une simple visite de courtoisie. La déférence avec laquelle il fut reçu, voire l'enthousiasme, un peu trop ostensible pour ne pas être suspect, tout comme l'attitude amicale et quelque peu condescendante de Pompidou envers ses collègues africains, tout cela ne fut pas le fruit du hasard. C'est que les relations entre la France et son ancien empire colonial demeurent des relations privilégiées, ce qui veut dire en clair que la bourgeoisie française continue d'exploiter les peuples africains.

La façon dont les états d'Afrique Noire accédèrent à l'indépendance explique pour une grande part un tel état de choses. La France était engagée depuis 1946 dans des guerres coloniales difficiles à assumer étant donné l'affaiblissement causé par la guerre et la dégradation de sa situation économique en général : d'abord l'Indochine, qu'elle dut abandonner en 1954, puis cette même année l'Algérie entreprirent une lutte acharnée pour leur indépendance.

Pressentant l'extension inévitable de conflits du même ordre à toutes ses colonies d'Afrique, l'impérialisme français, incapable d'entreprendre une lutte de cette envergure, préféra limiter les dégâts et sauver ce qui pouvait être sauvé ;

C'est pourquoi il décida de s'engager sur la voie des réformes, pour laisser l'illusion aux Africains qu'ils deviendraient peu à peu maîtres de leurs propres destinées : ce fut la création de la communauté en 1958. Un seul pays refusa de s'y intégrer et choisit l'indépendance : la Guinée. Pour les autres, peu de changements réels avec la situation antérieure : les nouveaux organismes administratifs étaient tous sous le contrôle étroit du gouvernement français.

Mais cela constituait un répit pendant lequel la bourgeoisie française

avait le temps de mettre en place des hommes "sûrs" dont elle pourrait disposer comme bon lui semblerait. Parallèlement, elle commençait à remplacer les soldats et les flics français par des flics et des soldats africains.

C'est dans ces conditions qu'elle ne fit aucune difficulté pour accorder l'indépendance au Mali d'abord, puis aux autres. Les prétendus contrats de "coopération" et "d'assistance mutuelle" garantissent aux sociétés françaises des avantages énormes et font des anciennes colonies une véritable chasse gardée.

La France ne se fit d'ailleurs pas faute de défendre ses intérêts en intervenant militairement lorsque des risques de changements de régime se faisaient jour : ainsi au Gabon en 1964, au Tchad depuis bientôt trois ans.

Tout comme les marionnettes en place (du type Senghor, Houphouët-Boigny, Ahidjo, etc...) sont les meilleurs garants pour Pompidou de la continuité de sa politique d'exploitation, de même Pompidou est leur plus ferme soutien face à l'opposition et la colère des masses populaires de leurs pays, l'ultime recours en cas de situation désespérée,

Et c'est pourquoi les uns et les autres ne se ménagent pas les courbettes et les formules de politesse (Pompidou se contentant des formules et laissant les courbettes à ses valets).

Heureusement les peuples africains ne sauraient se réduire aux bêtises et à ces foules exagérément enthousiastes que la télévision et les journaux nous montrent si complaisamment.

Les dictateurs qui gouvernent ces pays ne pourront longtemps museler toute opposition et l'Afrique ne sera réellement indépendante que lorsque les travailleurs africains organisés se débarrasseront tant de l'exploitation impérialiste que des valets qui la perpétuent.

RASSAMY.

CE QUE NOUS VOULONS

La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but :

- de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleur, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.
- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance politique de l'impérialisme français.
- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- de veiller par la propagande et l'organisation à ce qu'après l'indépendance le peuple reste en armes jusqu'à ce que ses revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir, sans que personne puisse l'accaparer et le lui ôter.
- à agir au sein des classes ouvrières américaines et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.